Discours d'appartenance et discours critique des adhérents verts dans les années 2000. Une mise en discours des controverses politiques internes

Béatrice Fracchiolla

▶ **To cite this version:**

Béatrice Fracchiolla. Discours d'appartenance et discours critique des adhérents verts dans les années 2000. Une mise en discours des controverses politiques internes. Colloque international Les paroles militantes dans les controverses environnementales. Constructions, légitimations, limites, Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine), Nov 2017, Metz, France. pp.69-82. halshs-02419585

HAL Id: halshs-02419585
https://shs.hal.science/halshs-02419585

Submitted on 19 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Béatrice Fracchiolla
Centre de recherche sur les médiations
Université de Lorraine
F-57000
beatrice.fracchiolla@univ-lorraine.fr

Discours d'appartenance et discours critique des adhérents verts dans les années 2000

Une mise en discours des controverses politiques internes

Résumé. — Cette contribution, inscrite dans le champ de l'analyse de discours, s'intéresse à la manière dont l'identité comme l'opposition se construisent dans la controverse au sein du discours des verts autour des années 2000, par rapport aux autres partis politiques existant, mais aussi au sein même du parti les verts. Cela se révèle à travers les rapports de force, les regroupements en tendances qui s'opèrent au gré des élections et la manière dont les adhérents les prennent eux-mêmes en charge pour les expliquer, marquer leur différence, leur opposition et donc leur identité. On assiste ainsi à la construction de deux mouvements discursifs : un premier mouvement de rattachement au groupe par opposition aux autres partis, puis un second mouvement d'opposition, au sein même du parti. Ce jeu de définition se révèle dans le discours des individus, à travers le jeu des pronoms dans la présentation de soi et l'argumentation. Nous mettons ici en évidence les éléments porteurs et révélateurs d'un discours critique que nous pensons propre aux verts sur le plan discursif, observé à travers le jeu d'utilisation des pronoms à partir de quelques extraits d'un corpus d'entretiens semi-directifs recueillis entre 2000 et 2001 auprès de 24 adhérents verts.

Mots clés. — analyse de discours politique, énonciation, système pronominal, écologie politique

La notion de controverse environnementale est à l'origine même des mouvements puis des partis politiques verts. Ancrés au départ dans des milieux associatifs défendant des questions

presque exclusivement environnementales, ils se sont historiquement et progressivement constitués en partis intégrant des notions sociales plus vastes. L'approche épistémologique et historique adoptée ici, située juste avant l'explosion du numérique et des médias sociaux, nous permet d'aborder la notion de controverse environnementale dans une perspective historique et narrative à partir de récits d'engagement politique et de militance d'adhérents verts. L'analyse argumentative des discours pro et contra est analysée selon une théorisation scientifique progressive fondée sur plusieurs de nos travaux antérieurs[1], qui s'articulent autour des notions de controverse et d'opposition en général (Cefaï, 2007 ; Orkibi, 2013 ; Rennes, 2016 ; Nicolas, 2016 ; Chavot & Masseran, 2017 ; Polère, 2007) mais aussi de violence verbale (Auger et *al.* 2008 ; Fracchiolla *et al*., 2013) à travers l'étude de discours politiques et militants pro et contra dans et hors champ environnemental. Le cadre théorique étant à la fois celui des sciences du langage et des sciences politiques, nous analyserons les discours des adhérents eux-mêmes. L'analyse ici proposée est historiquement située et concerne un moment clé de l'histoire des verts : juste après l'arrivée de Dominique Voynet comme secrétaire générale des verts et le tournant social pris par le parti. Surtout, elle se situe juste au moment de leur première participation au gouvernement qui fut alors l'objet de nombreux débats et désaccords au sein même du parti.

L'analyse se fonde sur un corpus de 24 entretiens semi-ouverts réalisés avec des verts français entre juillet 2000 et août 2001[2]. Les entretiens partent d'un questionnement sur l'histoire et les raisons de leur engagement chez les verts. Narration de vécu et d'expérience, leurs discours

[1] Les travaux autour de ce sujet ont plus particulièrement été élaborés à partir de débats politiques et de société, où deux visions s'opposent, comme le débat Royal Sarkozy, la *Manif pour tous* contre le mariage pour tous, ou encore la suppression de « Mademoiselle » dans les formulaires administratifs, Fracchiolla (2011 ; 2015a ; 2015b).

[2] À l'origine, ce travail a été réalisé pour un travail de thèse en comparaison avec un corpus de 20 entretiens avec des adhérents des Verdi italiens.

révèlent une forte articulation, systématique, entre certains éléments du vécu et l'engagement politique dans un parti écologiste. Cet engagement se construit souvent, dans sa narration, en opposition à une série d'expériences préexistantes, à travers un événement particulier (Calabrese, 2013), toujours lié d'abord à l'environnement dans un sens local ou global, lu par l'enquêté comme étant celui, parmi d'autres, qui a motivé l'action politique du sujet (Fracchiolla *et al*., 2013). La (re)construction discursive, énonciative et mémorielle de l'énonciateur présente ainsi un fait qui lui est extérieur comme révélateur d'une soudaine évidence et nécessité à prendre en compte l'existence même du fait écologique. L'adhésion au parti des verts est ainsi une action, un événement isolé et identifié dans le discours *a posteriori* qui va de pair avec la manière dont se réalise la mise en scène de soi (Goffman, 1959) dans le discours de chacun[3]. Les analyses proposées s'attacheront à expliquer un phénomène micro-discursif qui se répète et s'articule sur le plan macro-discursif dans le discours de chaque interiewé·e, ce qui en permet une systématisation sur le plan de l'analyse de discours. Cela nous amènera à voir également comment l'opposition se construit dans la controverse au sein même du mouvement, dans les rapports de force, les regroupements en tendances qui se révèlent et s'opèrent au gré des élections, et la manière dont les adhérents les prennent eux-mêmes en charge pour les expliquer, marquer leur différence, leur opposition et donc leur identité. L'ensemble de ces éléments d'analyse met en évidence l'existence de deux mouvements discursifs parallèles. Le premier est celui de l'adhésion, le fait de rejoindre un groupe d'appartenance – « la vertitude » (Faucher, 1997), qui se positionne lui-même *contre* les autres (partis politiques[4]). Cela se révèle dans le discours des individus, à travers le jeu des

[3] Les cadres théoriques convoqués sont en sciences du langage ceux du dialogisme, de l'analyse conversationnelle, de l'énonciation, des interactions verbales et de l'analyse de discours (ici, principalement Kerbrat-Orecchioni, 1980, 1990, 2005 ; Sacks, 1992 ; Charaudeau, Maingueneau, 2002 ; Maingueneau, 1981, 2009 ; Dufour, Rosier, 2012).

[4] Dans la perspective de la controverse, on constate en effet dans les années 90 que le vote écologiste est le vote « de refus » le plus élevé de tous (avec 69 % des personnes interrogées ayant affirmé avoir voté pour D. Voynet

pronoms dans la présentation de soi (Fracchiolla, 2006a, 2006b) et l'argumentation – en particulier autour des valeurs défendues, mais aussi dans le récit fondateur d'un *ethos* discursif militant et engagé (Fracchiolla, 2013). Puis, une fois acté qu'ils appartiennent à ce groupe, les individus élaborent un discours d'opposition au sein du groupe même. Il s'agit alors de voir comment l'individu se positionne de manière critique et de mettre en évidence les éléments porteurs et révélateurs d'un discours critique sur le plan discursif. Cela conduit également à s'intéresser, dans leurs discours, à la constitution de leur *ethos* (Amossy, 2012) et de leur identité auto-représentée et auto-narrée de militance.

L'émergence des verts : de la controverse environnementale à la controverse sociale

Débuts de l'écologie politique et émergence d'un parti vert : au cœur, la controverse environnementale

En France, on peut dater la naissance de l'écologie politique à 1970[5], année décrétée également « Année de protection de la nature » par le Conseil de l'Europe. « L'écologie, c'est le discours », écrit Bernard Charbonneau (1980 : 35), et il est alors d'avant-garde. Depuis cette date jusqu'aux derniers entretiens constitutifs du corpus (recueillis entre 2000 et 2001), il est possible de distinguer quatre étapes distinctes. Une première période, qui correspond à l'émergence progressive d'un mouvement écologiste à visées politiques, s'arrête en 1984

---

en 1995 par refus des autres candidats). Le poids des électeurs « mobiles » – c'est-à-dire qui ne votent pas systématiquement pour la même personne à tous les tours – est ainsi de près de 50 % en ce qui concerne D. Voynet (Boy, Mayer, 1997 : 297), ce qui peut constituer un autre indice de « non-appartenance » politique plus que de « volatilité » des électeurs se reconnaissant dans le vote écologiste. On peut en effet y voir une reconnaissance à cette époque, de la part de cet électorat dit « des électeurs mobiles », de l'altérité politique des Verts, comme n'appartenant pas à la binarité imposée par l'échiquier politique et donc un vote facile de contestation du système gauche-droite dans son ensemble.

[5] Le terme « écologie politique » apparait vraisemblablement pour la première fois dans J. Dorst (1970).

(voir entre autres Delwit, De Waele, 1999 ; Rihoux, 2001 ; Sainteny, 2000, Bennahmias, Roche, 1992 ; Vrignon, 2014)[6]. De nature avant tout associative et en grande partie inspirée par « Les Amis de la Terre », l'écologie politique opère une mutation du monde associatif vers le monde politique qui va de pair avec ses débuts électoraux, entre 1970 et 1979[7]. Ainsi la première participation écologiste aux élections présidentielles a-t-elle lieu en 1974 avec la candidature de René Dumont[8]. Les premiers succès de listes écologistes sont remportés aux élections municipales de 1977[9]. Enfin, 1979 marque la première candidature d'une liste écologiste « Europe Écologie », menée par Solange Fernex[10], aux élections européennes. Jusqu'à cette date les écologistes se présentent davantage dans leur dimension associative et se revendiquent comme un mouvement, une convergence de groupes d'intérêts, d'une autre nature que les partis traditionnels. Ce parti d'un nouveau type se constitue ainsi progressivement, axé sur des questions environnementales.

Entre 1979 et 1984, une première phase de politisation au sens traditionnel s'organise et se consolide. Brice Lalonde, candidat aux élections présidentielles de 1981 est aussi le premier écologiste à porter officiellement le titre de ministre de l'Environnement durant le mandat de François Mitterrand (1988). Le slogan des verts est alors « en vert et contre tous » : le discours insiste sur l'opposition « eux » *vs* « nous » et refuse toute alliance avec d'autres partis. Il s'inscrit de fait dans la perspective d'une certaine radicalité politique. Les écologistes ne sont alors pas encore constitués en parti, mais ils en prennent la voie, bien que leur

---

[6] Alexis Vrignon étudie l'histoire des différents mouvements et idées politiques qui ont organisé et conduit à l'émergence de l'écologisme en France, jusqu'à la création des Verts en janvier 1984.
[7] Nadina Ziani Zenaf (1989 : 2) situe la naissance des écologistes à la toute première participation écologiste à des élections, en 1973, sous l'étiquette « Écologie et survie ».
[8] René Dumont recueille 337 800 voix à l'élection présidentielle de 1974.
[9] Aux élections municipales de 1977, les scores des écologistes dépassent 5 et parfois 10 % des voix.
[10] Ces élections sont un échec pour la liste écologiste : les scores, qui approchent pourtant les 5 %, ne permettent pas d'obtenir d'élus.

spécificité – ou radicalité ? – hors norme demeure dans leur refus de s'inscrire dans le système de bipartisme droite/gauche. Lors d'une réunion les 28 et 29 janvier 1984, les verts, Confédération écologiste-Parti écologiste naissent officiellement à Clichy dans les Hauts-de-Seine en tant que parti à part entière. Aux élections européennes de la même année[11], Didier Anger est le candidat des verts, alors que Brice Lalonde, en rupture, figure sur la liste concurrente « Entente radicale écologiste ». Les verts continuent de se présenter, à travers la voix de leur candidat, comme différents, et revendiquent leur caractère unique sur la place politique : « Nous sommes ouverts à tous ceux qui sont en rupture : syndicalistes, féministes, pacifistes, tiers-mondistes : tous ceux qui sont dans le mouvement social mais non alignés sur les partis traditionnels » (*Le Matin*, 12/04/1984). Au niveau de l'organisation du parti, ce sont les groupes locaux et les organisations régionales – qui élisent 75 % de l'organe parlementaire – qui bénéficient de la plus grande autonomie. Il n'y a ni président ni secrétaire général, mais quatre porte-parole, tous placés sur un pied d'égalité. Décentralisés à l'extrême, les verts du début rejettent la hiérarchie et les dirigeants pour privilégier une logique de démocratie interne. Cela produit une impression d'amateurisme politique qui est associée à l'idée de faire de la politique « autrement » : c'est-à-dire de façon citoyenne, comme dans la Grèce antique. Il ne faut pas être « politique » professionnel, mais y consacrer un certain temps comme l'accomplissement de son devoir de citoyen.

La « socialisation » du discours des verts : une nouvelle dimension de l'altérité

La période qui s'étend de 1984 à 1994 marque l'assise des verts sur la scène politique en tant que parti, ainsi que la fin du « ni à droite, ni à gauche, mais devant », couramment réinterprété

[11] Les Verts, qui comptent alors quelque 1 000 adhérents, obtiennent 3,4 % des voix aux élections européennes de 1984.

depuis comme l'époque du « ni…ni ». En 1986, alors que le courant majoritaire est à l'époque celui des verts, dont Yves Cochet pense que pour passer à un niveau actif sur le plan politique ils doivent s'allier avec le parti socialiste, c'est contre toute attente Antoine Waechter, chef de file des défenseurs d'une écologie « ni à droite, ni à gauche, mais verte » qui l'emporte avec sa motion « L'écologie n'est pas à marier »[12] et gagne la confiance des militants. En 1989, secrétaire général du parti, il est le candidat vert aux élections européennes. Il conserve la confiance des militants jusqu'en 1994, année de sa rupture définitive avec Dominique Voynet. Il quitte alors le parti et les verts entrent dans une nouvelle ère, prenant peu à peu leur étoffe de parti à part entière et, surtout, ils s'ancrent de plus en plus à gauche. Cet ancrage à gauche va de pair avec l'abandon d'une écologie politique jusqu'alors axée sur la nature et l'environnement, qu'Antoine Waechter soutenait, pour s'intéresser à l'écologie dans sa totalité, c'est-à-dire aussi à sa dimension humaine et sociale, qui inclut dans la compréhension de l'environnement, tout ce qui concerne le vivre ensemble et l'élaboration d'un projet de société[13]. Une nouvelle et incontournable argumentation s'élabore dès lors que l'Humain en devient le centre, qui est celle de la revendication de droits pour ceux qui n'en ont pas ou peu, fondée sur les droits de l'Homme (Fracchiolla, 2003). Cet ancrage à gauche, constitutif de la troisième période historique des verts, est clairement mené par la figure emblématique de Dominique Voynet, qui incarne pour beaucoup ce tournant « social » ou « sociétal » et amènera les verts à s'intéresser à de nombreux sujets alors d'avant-garde (droit de vote des étrangers, parrainages républicains, parité, pacs, légalisation du cannabis, etc.). Elle est en 1995 la candidate des verts à l'élection présidentielle ; elle devient ensuite ministre de

[12] Dont les principaux signataires sont A. Waechter, A. Buchmann et S. Fernex.

[13] « De plus en plus de verts déclarent privilégier les questions sociales et ne placer qu'en second plan la protection de la nature. La volonté de chercher des alliances politiques à gauche et à l'extrême-gauche a fortement joué sur cet engouement pour le social. L'afflux de membres issus de la nouvelle Gauche est en partie responsable de la fuite des adhérents les plus versés dans les pratiques alternatives et les styles de vie "exotiques" » (Faucher, 1997 : 273).

l'Environnement en 1997 dans le gouvernement Jospin de la « gauche plurielle ». Enfin, en 2001, après avoir subi de nombreuses critiques, elle quitte ses fonctions de ministre en faveur d'Yves Cochet et, candidate, est réélue secrétaire générale des verts. C'est à cette époque clé de l'histoire des verts que prennent place les entretiens. Le tournant des années 2000 a en effet constitué une étape importante de l'identité des verts : en devenant un parti qui s'intéresse aux questions sociales, il devient aussi capable de porter un projet de société ; mais en même temps qu'il se positionne plus à gauche, il devient aussi moins anticonformiste que certains l'auraient souhaité en participant au gouvernement. Nous pouvons dire aujourd'hui, avec dix-sept ans de recul, que l'ancrage des verts (devenus depuis 2010 Europe écologie–les verts [EELV]) à gauche s'est institutionnalisé. La reprise progressive des questions environnementales par l'ensemble des partis politiques, comme la progressive réalisation de la plupart de leurs revendications (parité, Pacs, mariage pour tous, etc.) leur laisse peu du relief identitaire entièrement fondé sur l'esprit d'opposition qui était alors le leur. À cette époque, en effet, et comme nous allons le voir en dernière partie, le droit à contester à titre individuel certaines positions des verts, à s'en dissocier, et la légitimité à le faire étaient encore très prégnants, en particulier grâce à « l'objection de conscience ».

L'adhésion aux verts : l'émergence d'une parole *contre*

L'événement déclencheur

Comme nous l'avons évoqué en introduction, l'adhésion au parti constitue la décision, à un moment donné, de se rattacher de manière forte à un groupe tout en s'intéressant et se rattachant de manière personnalisée à certaines thématiques spécifiques des verts comme, dans l'exemple ci-dessous, celle du vélo en milieu urbain. Le fait même d'adhérer, qui se

réalise pragmatiquement par le règlement d'une cotisation, permet aux individus de se déclarer « verts ». Chez Barbara, l'une des interviewé·e·s, l'événement déclic identifié est ainsi lié au désir de pouvoir faire du vélo avec sa fille et de lui apprendre à en faire :

> « Parce que moi je le date vraiment de là, quoi. […] Mais vraiment, ça a commencé comme ça : je suis venue habiter à Paris et j'ai récupéré mon vélo et le siège pour L. qui était petite à ce moment-là, et je me suis rendu compte des [difficultés qui se posaient à moi] pour circuler en vélo, et alors, un tout petit peu après, des difficultés qui se posaient à L. pour apprendre, […] à faire du vélo [et en fait, donc], j'ai commencé à militer dans l'aspect vélo[14] ».

L'énonciatrice effectue ainsi dans son récit *a posteriori* une (re)construction discursive, énonciative et mémorielle d'un ou plusieurs faits extérieurs comme révélateurs d'une soudaine évidence et nécessité à prendre en compte l'existence même du fait écologique. Quand ce fait est un événement connu (par exemple la marée noire de l'Amoco Cadiz, en 1978) une partie de sa matérialité, de sa réalité, de sa violence aussi, se transforme en une appropriation discursive personnelle et symbolique (Guilhaumou, 2006 ; Moirand, 2007). La prise de conscience, d'abord, suscite un désir d'agir et de militer au sein d'un parti vert (Davidson, 1980). C'est par le biais de la représentation qu'il en a, que cet événement ressort comme un tournant à l'origine de son engagement (Berger, Luckmann, 1966), ce que Sylvie Ollitrault (2008 : 31) appelle « l'éveil militant ». L'adhésion au parti des verts se distingue ainsi comme une action, un événement isolé et identifié dans tous les entretiens :

> « En 99 […] la réflexion a fait son chemin et je me suis dit à un moment donné, […] plutôt que de ramer dans mon coin, me bagarrer toute seule effectivement, […] et du

[14] Sauf indication contraire, tous les extraits d'entretiens cités font partie du corpus B. Fracchiolla (2003).

jour au lendemain, j'ai dit voilà, j'ai pris le papier, j'ai dit maintenant ça suffit j'adhère chez les verts […] et c'est comme ça que j'ai adhéré chez les verts, de me dire maintenant il est un peu temps que tu passes à l'acte » (Aude).

La controverse au cœur de l'identité verte

Chez les verts, la notion de controverse est idéologiquement internalisée à plusieurs endroits, dans leur manière d'être, dans leurs discours, dans leurs pratiques, en particulier *via* la « désobéissance civile » (Hayes, Ollitrault, 2012), qui se réalise chez eux dans le droit à l'objection de conscience, déjà évoqué, et que nous allons à présent expliquer à partir d'un exemple, puis à travers l'analyse des pronoms. Le parti, dont l'une des valeurs noyau est la non-violence, s'était ainsi déchiré au moment de la prise de position pour ou contre la participation de la France à une intervention armée au Kosovo (1998-99). Ce clivage, qui a pour origine l'acceptation de la possibilité d'être en désaccord avec la position (votée) majoritairement prise par les verts en tant que parti, se retrouve au cœur de nombreux autres thèmes comme la décision de participer ou non au gouvernement ou, parfois, sur des thèmes beaucoup plus personnels qui constituent des nœuds de solidifications possibles entre différents réseaux de valeurs[15] (Fracchiolla, 2003 ; Jérome, 2014). En ce sens, la controverse est historique dans la mesure où elle naît de la défense de causes environnementales pour se diffuser ensuite dans le social *via* la revendication de droits « égaux » pour celles et ceux qui n'en ont pas. L'adhésion au discours de controverse comme une modalité intrinsèque de l'être vert – qui constitue une sorte de position de principe, mais non violente – est marquée dans le discours même des adhérents, en particulier à travers le jeu des pronoms, que nous allons à présent analyser dans le cadre d'une analyse discursive de la controverse.

[15] Chez certains Verdi italiens (Giorgio), le fait d'être vert *et* catholique nécessite ainsi l'élaboration d'une synthèse personnelle autour de sujets tels que l'avortement.

L'émergence du discours *critique*, au sein des verts

La particularité discursive des verts est que ce sont les adhérents qui forment et formulent le discours selon un principe de remontée par étapes de la parole qui part de l'adhérent pour arriver jusqu'au porte-parole, lequel est chargé de rendre publique cette parole. Ce principe de fonctionnement a été statutairement défini pour aller à l'encontre de tout dogmatisme et s'articule au principe de l'objection de conscience, qui est l'un des principes fondateurs, et donc de fait aussi fondateur du discours critique chez les verts. Cela consiste en la possibilité d'assumer au sein du parti sa propre parole individuelle comme représentative du groupe les verts, même si elle se dissocie de l'avis exprimé par une personne ou par la majorité du groupe. L'analyse qui suit est ainsi d'abord propre au système de circulation et de prise de parole qui existe chez les verts et qui était assez unique jusqu'en 2017 au sein des partis dominant la scène politique[16]. Comme le fait remarquer l'un des adhérents verts français : « Les verts ce n'est pas un parti où les gens sont obligés de défendre les positions du parti ». Ce positionnement présente l'avantage de l'antidogmatisme, nécessaire à tout laboratoire d'idées, mais a pu porter préjudice au parti en laissant penser que la discorde y régnait en raison de ces dissensus affirmés. Cela est illustré par la déclaration d'Aude : « Les verts ont toujours été je crois un parti relativement somme d'individualités[17] » qui constitue néanmoins *in fine* un ensemble collectif reconnu comme homogène appelé « les verts ».

L'étude des formes de pronoms personnels déictiques dans l'ensemble des 24 entretiens menés montre que la valorisation du *je*, liée la définition de l'individu, passe par l'expression

[16] Nous pensons en effet que le mouvement « En marche ! » a pu reprendre certaines des caractéristiques du fonctionnement des verts quant à la prise en compte de la parole militante (Fracchiolla, 2017).
[17] Dans sa thèse, B. Villalba (1995 : 37) s'interrogeait lui aussi pour savoir si les verts seraient « un agrégat de mouvements sociaux ou bien une "mosaïque d'individus", selon l'expression d'Agnès Roche ».

et l'affirmation de sa position dans le monde par rapport aux autres selon trois grands types d'attitudes exprimées sur le plan énonciatif à l'égard d'autrui : soit en opposition, soit en relation de proximité, soit par l'indifférence. Chacun de ces trois types de relation se définit selon un certain schéma en fonction de la manière dont le *je* se situe relativement aux autres pronoms (en exclusion ou en inclusion) sur le plan de l'énonciation. L'analyse du discours des verts au cours des entretiens conduit ainsi à identifier dans le discours deux domaines de références distincts que sont d'une part *je*[18] et d'autre part *les autres* sur lesquels *je* tient un discours. De même que *je* peut aussi parfois tenir un discours sur lui ou elle-même ou bien sur la somme de *je*+*eux* correspondant à une nouvelle unité entité *on* ou *nous*[19]. En tant que militant qui adhère, il s'agglutine alors à autrui pour former un ensemble, le parti, où chacun fait donc *partie de*, c'est-à-dire construit, constitue, définit le parti les verts, individuellement et collectivement. Il se trouve dès lors aussi en mesure de tenir un discours sur *on* et *nous* soit en s'y associant par une attitude inclusive (il tient alors un discours sur *je*= [je+eux = on/nous]), soit en s'en dissociant : il se désolidarise alors par l'intermédiaire d'un discours exclusif du *je*, où le *je* devient observateur extérieur, distancié (*je* ≠ [je+eux = on/nous]) mais où *je* continue de faire partie du *on*/*nous*. L'identité est de fait divisée et la notion d'altérité intervient alors, soit que le *je* se considère autre par rapport au parti, soit qu'il considère le parti autre par rapport au *je*. Ainsi, on retrouve la dialectique de l'*ipse* et du différent propre à l'altérité, soit par le discours d'adhésion, soit par le discours qui se désolidarise. C'est ce que je définis, en termes de *positionnement énonciatif*, comme *le propre du discours critique.* Le discours critique est celui où *je* se désolidarise du groupe, et où cela apparaît clairement à

---

[18] Entendu ici dans la perspective énonciative comme étant à la fois centre et porteur du discours, qui organise le réel en fonction de sa parole et impose à son ou ses interlocuteurs sa propre vision du monde (Maingueneau, 1994 ; Kerbrat-Orecchioni, 1980).

[19] Le « je » décrit ici correspond au regroupement de l'ensemble des formes déictiques marquant la première personne du singulier, c'est-à-dire : je, moi, me, ma, mon, mes, m'. Le même procédé de comptabilisation a été utilisé pour l'ensemble des pronoms analysés.

travers des faits de langue, dont l'usage des pronoms est le révélateur le plus manifeste. Il est formulé par l'énonciateur par l'intermédiaire de phrases telles que « comme parti, on a ce type de discours tout le temps, mais moi je pense que… »[20]. Le discours inclusif, que l'on peut appeler d'adhésion étant donné qu'il s'agit d'un discours politique, se caractérise au contraire par une présence filée du *on* ou du *nous* tout au long de l'entretien. On remarque que ce type de discours est globalement plutôt caractéristique des personnes élues à des postes de responsabilité au sein du parti qui ont l'habitude d'assumer une fonction de représentation. Catherine, qui était alors députée européenne et a représenté les verts comme tête de liste lors de la campagne électorale pour les élections européennes de 1994, en est l'exemple le plus représentatif dans le corpus, car elle est la seule dont l'entretien présente pour forme de fréquence maximale le pronom personnel « on »[21].

Je, on, nous… et les autres : le discours critique à l'œuvre

Dans les 24 entretiens recueillis, le *je* de la situation énonciative s'exprime essentiellement de trois manières. L'expression du *je* est tout d'abord favorisée par la première question de l'entretien (« Comment es-tu devenu vert ? »), qui conduit chacun à s'exprimer sur l'expérience personnelle vécue comme révélatrice d'une prise de conscience écologiste. Dans le discours de chaque locuteur émerge au moins un élément fondateur de l'engagement politique, ce qui produit un discours du type : « J'ai toujours été écologiste, mais c'est suite à cela que je m'en suis rendu(e) compte ». Le locuteur, la locutrice, porte alors le discours soit directement en son nom propre lorsqu'il s'agit par exemple d'expliquer son implication

[20] La notion de « discours critique » en analyse de discours en général est plus particulièrement théorisée dans B. Fracchiolla (2003).
[21] « On » apparaît pour Catherine en fréquence maximale des formes, Tableau n° 1, Principales caractéristiques par locuteurs (interviewés) (Fracchiolla, 2003 : 49 et 148).

personnelle chez les écologistes, soit par l'intermédiaire du *on* ou du *nous* collectif dans lequel il ou elle s'inclut en tant qu'élément additionnel, partie du tout. Par exemple :

> « Et si *on* veut pas faire ça, ben *on* sera toujours, *on* peut être taxés d'être des petit-bourgeois qui défendent les petites bêtes, […]. Parce que *nous on* n'est pas devenu comme *on* est, tout seuls. Alors *on* a eu, *je* fais partie des gens qui ont eu de la chance, de rencontrer des situations, qui font […] *qu'on* grandit, les voyages à l'étranger, […] des choses comme ça, mais *je* trouve que ça fait beaucoup grandir de se coltiner avec d'autres personnes » (Aude).

Le *on* collectif singulier se transforme ici rapidement en *on* collectif pluriel équivalent de *nous* pour être ensuite totalement translaté au *nous*, équivalent exact de *on* pluriel, employés l'un pour l'autre : « *Nous on n'est pas* ». Une fois intégrée cette prise de parole d'un *je* qui s'inclut dans le collectif et qui se protège derrière l'ensemble du groupe représenté par le *on* et le *nous*, le *je* se lance tout seul pour parler en son nom propre : « *On a eu*, *je fais partie des gens qui ont eu*… ». Pour Aude, comme pour la plupart des adhérents, l'idée d'un discours unique réellement représentatif du mouvement n'existe pas. Au niveau du contenu, Aude pense que le parti des verts n'est essentiellement que l'expression d'une « somme d'individualités » qui parlent collectivement par principe dynamique, mais parlent toujours en leur nom propre et que là encore, au-delà de l'individu, les verts sont la somme des groupes constitués par les groupes de tendances. Cela apparaît également sur le plan énonciatif dans la façon dont Aude effectue dans l'exemple ci-dessous un glissement du *on1* collectif représentatif des verts comme parti politique dans lequel s'inclut le *je1*, à un *je2* énonciateur qui émet avec précaution un jugement « j'ai l'impression », « peut-être que », « je pense que » sur l'élément collectif *on1*. Ce jeu pronominal positionne Aude comme individu partie

prenante (*je1/on1*) et en même temps observateur périphérique et déjà critique (*je2*) depuis la tendance (ALV[22]) à laquelle elle appartient alors :

> « *On1* est en train de s'institutionnaliser, *on1* est en train justement, il y a une prise de pouvoir, donc une prise d'importance, une distance avec… et *j2'ai* donc l'impression que les choses se normalisent dans le mauvais sens, […] peut-être que c'est lié à *moi2*, à la tendance à laquelle *j2'appartiens*, parce qu'en ce qui concerne ALV, *je2* pense *qu'on2* est quand même très marqués par une certaine éthique. »

Dans ce dispositif discursif, l'énonciatrice se reconnaît comme a) individu et verte, mais aussi b) individu de tendance ALV, critique des verts, au sein des verts. Cela conduit à un glissement de *je1* énonciatrice – qui est absente au niveau du Sa (signifiant) mais contenue dans le Sé1 (signifié) de *on1* (représentant le parti des verts) – vers *je2*, toujours énonciatrice (présente aux deux niveaux du Sa et du Sé, mais observatrice extérieure des choses, d'où un phénomène de distanciation), qui est, elle, contenue dans *on2* (tendance ALV), lui-même inclus dans *on1* (le parti des verts dans son ensemble). Le *je* a ainsi « une impression » au niveau du parti, mais « pense » au niveau de la tendance. La tendance apparaît alors comme le lieu où l'on peut affirmer le choix de son implication et poursuivre la défense argumentée de ses idées dans la controverse, au sein même du parti.

Conclusion

D'une manière générale, on peut supposer que cette définition du discours critique, telle que posée ici, pourrait se retrouver modélisée sous certains aspects, quel que soit le contexte

[22] Courant interne au parti « Autrement les Verts ».

d'entretiens politiques que l'on traite. Ainsi, par exemple, un discours politique sera-t-il toujours nourri, plus ou moins, d'une sympathie à l'égard de certains, et d'une opposition/exclusion, à l'égard d'autres. Même lorsqu'il veut rassembler, le discours politique se démarque toujours, en creux, par rapport à ce qu'il ne contient pas. Les altérités politiques sont logiquement du domaine du mouvant et du labile, puisqu'elles dépendent du ou des énonciateurs, à un moment donné. Aussi, le discours critique ne peut-il lui-même être que fortement contextualisé, et situé – ce que nous nous sommes ici efforcée de faire afin d'en expliquer la teneur. Si l'identité des verts s'est d'abord construite sur des thématiques de controverses environnementales, souvent locales, en opposition aux autres partis politiques, elle s'est progressivement et historiquement étendue à des sujets de controverses sociales ou sociétales (participation armée au Kosovo, etc.), discutés au sein même du parti. Le discours s'élabore, ainsi comme nous l'avons montré, *via* la construction d'un discours critique de plusieurs niveaux qui stratifie en la définissant une identité militante feuilletée, élaborée sur et dans la controverse, et qui se légitime par ailleurs chez les verts, et de manière caractéristique dans les années 2000, comme légitime précisément dès lors qu'elle est critique, c'est-à-dire, non dogmatique. Les verts sont en effet à l'époque encore un laboratoire d'idées politiques. Il s'agit alors de faire émerger les meilleures idées, ce qui ne peut passer que par la discussion, l'opposition, la redéfinition et précision d'idées, propres à la controverse. Sans doute le discours critique ressortirait-il beaucoup moins aujourd'hui dans la mesure où, comme l'a montré la constitution d'EELV en 2010, la recherche de l'accord, du consensus semble être passé au premier plan. Ce qui n'est peut-être que le résultat logique de l'expérience répétée de participation gouvernementale à diverses reprises au cours des vingt dernières années, qui a permis aux verts de se rendre compte que l'union faisait finalement la force.

Références

Amossy R., 2000, *L'Argumentation dans le discours*, Paris, A. Colin, 2012.

Auger N. *et al.*, 2008, « De la violence verbale : pour une sociolinguistique des discours et des interactions », pp. 631-643, *in* : Durand J., Habert B., Laks B., éds, *Congrès mondial de linguistique française*, Paris, Institut de linguistique française. Accès : https://www.linguistiquefrancaise.org/articles/cmlf/pdf/2008/01/cmlf08140.pdf.

Bennahmias J.-L., Roche A., 1992, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Paris, A. Michel.

Berger P., Luckmann T., 1966, *La Construction sociale de la réalité*, trad. de l'anglais (États-Unis) par P. Taminiaux, Paris, Méridiens Klincksieck, 1996.

Boy, D., Mayer, N., 1997, *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de la FNSP.

Calabrese L., 2013, *L'Événement en discours. Presse et mémoire sociale*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Cefaï, D., 2007, Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective (Paris : La Découverte)

Chavot, P., Masseran, A., 2017, « Controverse publique (sociologie des sciences) », *in* : *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/controverse-publique-sociologie-des-sciences/.

Charaudeau P., Maingueneau D., dirs, 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Éd. Le Seuil.

Charbonneau B., 1980, *Le Feu vert. Auto-critique du mouvement écologique*, Paris, Éd. Karthala.

Davidson D., 1980, *Actions et événements*, trad. de l'anglais (États-Unis) par P. Engel, Paris, Presses universitaires de France, 1993.

Delwit P. J., De Waele J.-M., 1999, *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Éd. Complexe.

Dorst J., 1970, *La Nature dé-naturée*, Paris, Éd. Le Seuil.

Dufour F., Rosier L., 2012, « Introduction. Héritages et reconfigurations conceptuelles de l'analyse du discours "à la française" : perte ou profit ? », *Langage et société*, 140 (2), pp. 5-13. Accès : https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2012-2-page-5.htm.

Faucher F., 1997, *Vertitudes*. *Comparaison du militantisme vert en France et en Grande-Bretagne*, thèse en science politique, Aix-Marseille 3.

Fracchiolla B., 2003, *Écologie et altérité : du discours de valeurs au discours de droits chez les Verts et les Verdi*, thèse en didactologie des langues et des cultures, Université de la Sorbonne nouvelle Paris 3. Accès : https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01493869.

Fracchiolla B., 2006a, « Systèmes pronominaux et construction d'identité », *L'Information grammaticale*, 110, pp. 43-48. Accès : https://www.persee.fr/doc/igram0222-98382006num11013836.

Fracchiolla B., 2006b, « Méthodologie pour l'analyse comparée avec Lexico3 et résultats : le cas des pronoms chez les Verts français et italiens », pp. 415-426, *in* : Viprey J.-M., éd., *JADT'06. Actes des 8es Journées internationales d'analyse statistique des données textuelles*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.

Fracchiolla B., 2010, « Anthropologie de la communication : construction des discours et circularité des désignations autour de la "vertitude" », *Le discours et la langue*, 1(2), pp. 121-135.

Fracchiolla B., 2011, « Politeness as a strategy of attack in a gendered political debate – The Royal-Sarkozy debate », *Journal of Pragmatics*, 43 (10), pp. 2480-2488.

Fracchiolla B., 2013, « L'adhésion comme événement personnel et historique. L'exemple des verts », *Mediazioni. Rivista online du studi interdisciplinari su lingue et culture*, 15. Accès : http://www.mediazioni.sitlec.unibo.it/images/stories/PDFfolder/document-pdf/15-2013/fracchiolla.pdf.

Fracchiolla B., 2015a, « Circulation ordinaire des discours sexistes et sens symbolique. La campagne “Mademoiselle, la case en trop !” », pp. 546-553, *in* : Sullet-Nylander F. *et al*., dirs, *Discours rapporté*, *genre(s) et médias*, Stockholm, Romanica Stockholmiensia.

Fracchiolla B., 2015b, « Violence verbale dans le discours des mouvements antagonistes : le cas de “Mariage pour tous” et “Manif pour tous” », *Argumentation et analyse du discours*, 14. Accès : https://journals.openedition.org/aad/1940.

Fracchiolla B., 2017, « “Ni gauche ni droite” : des Verts à en Marche ! Démocratie participative et incarnation du discours citoyen en discours de valeurs et d’idéologies », Colloque *ACFAS*, Montréal, 10 mai.

Fracchiolla B. *et al*., éds, 2013, *Violences verbales. Analyses*, *enjeux et perspectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Goffman E., 1959, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, trad. de l’anglais par A. Accardo et A. Khim, Paris, Éd. de Minuit, 1973.

Guilhaumou J., 2006, *Discours et événement. L’histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.

Hayes G., Ollitrault S., 2012, *La Désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences po.

Jérome V., 2014, *Militants de l’autrement : sociologie politique de l’engagement et des carrières militantes chez Les Verts et Europe écologie-Les Verts (EELV)*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1.

Kerbrat-Orecchioni C., 1980, *L’Énonciation. De la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Colin, 1999.

Kerbrat-Orecchioni C., 1990, *Les Interactions verbales*, t. 1, Paris, A. Colin, 1998.

Kerbrat-Orecchioni C., 2005, *Le Discours en interaction*, Paris, A. Colin.

Maingueneau D., 1981, *Approche de l’énonciation en linguistique française. Embrayeurs*, *temps*, *discours rapporté*, Paris, Hachette.

Maingueneau D., 1994, *L'Énonciation en linguistique française*, Paris, Hachette, 1999.

Maingueneau D., 2009, « Auteur et image d'auteur en analyse du discours », *Argumentation et analyse du discours*, 3. Accès : https://journals.openedition.org/aad/660.

Moirand S., 2007, « Discours, mémoires et contextes : à propos du fonctionnement de l'allusion dans la presse », *Corela*, HS-6. Accès : https://journals.openedition.org/corela/1567.

Nicolas L., 2016, « Polémique », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/polemique/.

Ollitrault S., 2008, *Militer pour la planète*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Orkibi E., 2013, « Violence verbale et mouvements sociaux : une approche rhétorique », pp. 55-68, *in* : Fracchiolla B. *et al.*, éds, *Violences verbales. Analyses*, *enjeux et perspectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Polère C., 2007, « L'action directe : extension des modes de participation politique, ou menace pour la démocratie ? », *Millénaire*, 3. Accès : https://www.millenaire3.com/ressources/l-action-directe-extension-des-modes-de-participation-politique-ou-menace-pour-la-democratie.

Rennes J., 2016, « Les controverses politiques et leurs frontières », *Études de communication*, 2 (47), pp. 21-48.

Rihoux B., 2001, *Les Partis politiques*, *organisations en changement. Le test des écologistes*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Sacks H., 1992, *Lectures on Conversation*, 2 vols, Oxford, Blackwell.

Sainteny G., 2000, *L'Introuvable écologisme français ?*, Paris, Presses universitaires de France.

Salmon P., 1996, *Évolution et déterminants de la représentation médiatique de l'écologie politique en France : l'exemple du parti « les verts »*, thèse en sciences de l'information et de la communication, université Bordeaux 3.

Villalba B., 1995, *De l'identité des verts. Essai sur la constitution d'un nouvel acteur politique*, thèse en science politique, Université Lille 2.

Vrignon, A., 2014, *Les Mouvements écologistes en France : de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt*, thèse en science politique, Université de Nantes.

Ziani Zenaf N., 1989, *Le Mouvement écologiste français. Contribution à l'étude des paramètres concourant à l'affirmation d'un mouvement politique*, thèse en science politique, Université de Lyon 3.